



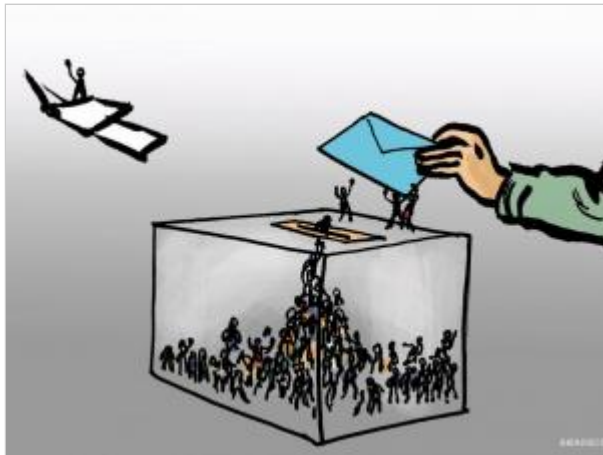
Published on *Economia* (<http://www.economia.ma>)

[Accueil](#) > Printer-friendly PDF

Articles Economia

Par : [Béatrice Hibou](#) ^[1] en Novembre 2011

Vers une autre représentation du politique? ^[2]



[3]

L'année 2011 a été caractérisée par une explosion de revendications de part et d'autre de la Méditerranée. La lutte contre la vie chère, l'exigence d'un emploi pour tous, la demande de dignité par le travail et l'intégration dans les rouages fondamentaux de la société, la critique d'un service public défectueux ou de sa mise en concession, la redécouverte du bien commun, la défense d'un métier ou d'une profession, le refus de la précarisation au travail, la dénonciation de la corruption... Toutes ces revendications entendues massivement ces derniers mois sont incontestablement des revendications économiques, sociales, parfois catégorielles, toujours fragmentées et spécifiques. Elles expriment effectivement un désir de voir se maintenir un minimum de pouvoir d'achat et d'assister à une amélioration des processus d'intégration au marché du travail, la recherche d'une reconnaissance des spécificités professionnelles de certains métiers, ou encore la volonté de vivre décemment et d'accéder à des biens publics considérés comme indispensables à la vie en société, au rêve de mobilité sociale ou à l'éloignement du spectre du déclassement.

Ces demandes et ces contestations font l'objet de multiples interprétations : ce que l'on appelle le Printemps arabe est-il l'expression d'une révolte sociale, d'une demande de liberté permise par les réseaux sociaux, de soubresauts inévitables en situation autoritaire, d'une révolution ou d'une transition démocratique ? Les mouvements des « indignés » européens ressortent-ils du mouvement social, de la revendication politique, de la crise de la démocratie, de la critique du néolibéralisme ou de l'antipolitique ? Parce que ces processus protestataires sont toujours d'actualité, parce que nous n'avons pas nécessairement et systématiquement une connaissance approfondie d'événements en cours ou récemment passés, il n'est évidemment pas possible de qualifier définitivement ce qui se déroule sous nos yeux.

Des revendications politiques

Mais l'on ne doit pas se cantonner à l'analyse ci-dessus qui repose sur des conceptions étroites de ces enjeux économiques et sociaux. Pour saisir toute leur portée, il faut dépasser les compréhensions substantialistes et fixes de ces questions économiques, et remettre en cause le partage usuel et peu explicatif entre ce qui est politique et ce qui ne l'est pas. Plus précisément, quelles que soient leurs formes ou leurs natures, ces revendications économiques et sociales sont éminemment politiques dans la mesure où elles remettent en cause un ordre. Dit autrement, la contestation actuelle est politique non pas en dépit de sa couleur économique et sociale, mais bien par le truchement de celle-ci : l'opposition à un ordre passe rarement par une critique systématique et intellectualisée des principes de son ordonnancement ; le plus souvent, et c'est ce à quoi nous assistons ces jours-ci, elle passe par des médiums, par des pratiques quotidiennes qui touchent les gens dans leur vie concrète et donc par la remise en cause des conditions de vie et des rapports économiques et sociaux. Au-delà de la diversité des modalités d'action et des revendications exprimées dans chacun des pays concernés par cette ébullition, ce débat est passionnant pour le chercheur en sciences sociales en ce qu'il permet de repenser le politique, de le penser autrement, en mettant au centre de sa compréhension les pratiques économiques et sociales quotidiennes.

Simultanément en effet, ces demandes d'accès égal au marché du travail ou au service public et ces dénonciations de prix trop élevés dénoncent la marginalisation d'un territoire, d'une région, d'une partie du pays ou de la localité (les régions de l'intérieur, de l'Ouest et du Sud en Tunisie, les territoires français d'Outre-Mer, les zones reculées du royaume chérifien, les banlieues et périphéries des villes européennes...) ; elles entendent rejeter un ordre social qui discrimine certaines catégories de la population (les Antillais descendants des esclaves africains, les déshérités marocains, les minorités ethniques en Europe centrale, les jeunes et certaines catégories ou statuts sociaux en général) et en favorise indûment d'autres (les Békés descendants des colons et les grandes entreprises, les « beldis » et l'alliance des Tunisois et des Sahéliens en Tunisie, les Fassis et les grands intérêts économiques liés au Makhzen au Maroc, les banques, les multinationales et les intérêts fisco-financiers en Europe, des catégories privilégiées, par exemple les armateurs en Grèce ou les acteurs du BTP et de l'immobilier en Espagne). Ces revendications sont l'expression d'une critique des modalités choisies par les gouvernements, quels qu'ils soient, pour gouverner les territoires et les hommes : une critique des politiques économiques, de la façon de concevoir les services publics et d'exercer les fonctions régaliennes, autrement dit une critique des relations économiques de pouvoir existantes. Concrètement, on comprend donc ce que signifie le refus de la primauté de la rationalité gestionnaire sur la rationalité professionnelle, de la primauté budgétaire et financière sur la logique politique et sociale : il récuse les modalités de

l'exercice du pouvoir qui ont cours.

Ces revendications interrogent surtout la perpétuation d'un ordre politique spécifique (un ordre colonial dans les Antilles françaises, un ordre injuste de classes au Maroc ou en Tunisie, un ordre inégalitaire capitaliste en Europe continentale) et plus généralement d'un ordre où la logique de prélèvement et de ponction (la corruption endémique en Egypte, en Tunisie et au Maroc, l'inégale pression fiscale en Grèce, en France ou en Espagne) est perçue comme un mode de régulation insupportable. Ce qui est contesté relève moins de ces catégories aseptisées que sont la «bonne gouvernance» ou la «transparence» (même si celles-ci sont utilisées dans les discours, par un effet de mode ou par une décision stratégique des protestataires) que de l'égalité de tous devant le travail, le logement, les soins, l'éducation, bref les services publics, l'administration et l'emploi... du politique donc dans la mesure où celui-ci est inséparable des formes d'organisation possibles de la vie quotidienne, de la vie en société, des relations sociales.

1 - [2](#) ^[4] - [3](#) ^[5]

Mots clés

Mots Clés:

[Tunisie](#) ^[6]

[MAROC](#) ^[7]

[Espagne](#) ^[8]

[Italie](#) ^[9]

[Guadeloupe](#) ^[10]

[Mouvements sociaux](#) ^[11]

[Vie chère](#) ^[12]

[Marchandisation des services publics](#) ^[13]

Auteur

[Béatrice Hibou](#) ^[1]



Diplômée de Sciences Po (1987). Elle a obtenu son doctorat en économie politique à l'EHESS (École des Hautes Études en Sciences Sociales) en 1995 et son habilitation à diriger des recherches à Sciences Po en 2005.... [lire la suite](#) ^[14]

Articles de l'auteur

- [Acteurs économiques et mouvements sociaux. Une approche politique des rapports de force](#) ^[15]
- [Vers une autre représentation du politique?](#) ^[2]
- [Derrière le chef déchu, un système à déconstruire](#) ^[16]
- [Le secteur privé s'est adapté au Marché](#) ^[17]
- [Makhzénisation du privé ou privatisation de l'Etat](#) ^[18]

Source URL: <http://www.economia.ma/fr/numero13/e-revue/vers-une-autre-representation-du-politique>

Links:

[1] http://www.economia.ma/fr/auteurs/beatrice-hibou/?type=e_revue

[2] <http://www.economia.ma/fr/numero13/e-revue/vers-une-autre-representation-du-politique>

[3] http://www.economia.ma/sites/default/files/uploaded_files/images/erevue/1_ouverture_Economicus-

DessinBearbozDemocratieEnvolee[1].jpg

[4] <http://www.economia.ma/fr/numero13/e-revue/vers-une-autre-representation-du-politique?page=2>

[5] <http://www.economia.ma/fr/numero13/e-revue/vers-une-autre-representation-du-politique?page=3>

[6] <http://www.economia.ma/fr/keywords/tunisie>

[7] <http://www.economia.ma/fr/keywords/maroc>

[8] <http://www.economia.ma/fr/keywords/espagne>

[9] <http://www.economia.ma/fr/keywords/italie>

[10] <http://www.economia.ma/fr/keywords/guadeloupe>

[11] <http://www.economia.ma/fr/keywords/mouvements-sociaux>

[12] <http://www.economia.ma/fr/keywords/vie-chere>

[13] <http://www.economia.ma/fr/keywords/marchandisation-des-services-publics>

[14] <http://www.economia.ma/fr/auteurs/beatrice-hibou>

[15] <http://www.economia.ma/fr/numero13/pr/acteurs-economiques-et-mouvements-sociaux-une-approche-politique-des-rapports-de-force>

[16] <http://www.economia.ma/fr/numero-11/e-revue/derriere-le-chef-dechu-un-systeme-deconstruire>

[17] <http://www.economia.ma/fr/numero-11/e-revue/le-secteur-prive-s-est-adapte-au-marche>

[18] <http://www.economia.ma/fr/numero-08/e-revue/makhzenisation-du-prive-ou-privatisation-de-l-etat>